



SEANCE DU 9 AVRIL 2026

N° 2026 - 30	L'an deux mille vingt-six, le neuf avril, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Bassan se sont réunis sous la présidence de Monsieur Michel SANCHEZ, Maire
Date convocation : 01/04/2026	
Présents	M. Michel SANCHEZ, Mme Geneviève CAUSSIDERY, M. Vincent CANALS, Mme Christine PUECH, M. Christian CASSAN, Mme Sabine RATIÉ, M. Christophe VIDAL, Mme Marie-Agnès SCHERRER, M. Thomas PEIXOTO, Mme Nathalie CERVERA, M. Philippe BERTRAND, Mme Sylvie FITOUSSI, M. Jean-Paul AUCOUTURIER, M. Johan MOUISSON, Mme Armelle JULIEN, M. Mathieu LABORDE, Mme Delphine GENEREUX, M. Olivier STROOBANTS
Absents Excusés	
Procurations	Mme Solange MOLES donne procuration à Mme Christine PUECH

Elus en exercice : 19 Présents : 18 Absents : 0 Procurations : 01 Votants : 19	Objet : DESIGNATION DU CORRESPONDANT DEFENSE DE LA COMMUNE Secrétaire de séance : Thomas PEIXOTO
--	---

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que depuis le 26 Octobre 2001 a été mis en place un réseau de correspondant défense dans chaque commune.

Après avoir rappelé les missions de ce correspondant défense, Monsieur le Maire invite l'Assemblée Délibérante à procéder à sa désignation.

Le Conseil Municipal, après avoir ouï l'exposé de son Président et délibéré :

Vu les candidatures de M. Vincent CANALS et M. Olivier STROOBANTS

- **DESIGNE** M. Vincent CANALS en qualité de correspondant défense de la Commune de BASSAN et M. Olivier STROOBANTS suppléant

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier par le site Internet www.telerecours.fr, dans un délai de DEUX MOIS à compter de son affichage ou de sa notification.
- Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Montpellier s dans le délai de deux mois, à compter de sa date de publication et sa transmission aux services de l'Etat (article R. 421-1 du Code de Justice administrative) ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été préalablement déposé.
- Transmis au représentant de l'Etat, le 13 avril 2026.
- Affiché et publié le 13 avril 2026

Pour extrait conforme,
Le Président de séance,

Le Secrétaire de séance,

Michel SANCHEZ

Thomas PEIXOTO

